

Jeudi 18 mars 2021

CORONAVIRUS : LA SITUATION S'AGGRAVE !

Alors que le gouvernement s'enferme dans un attentisme coupable, que le ministre Blanquer persiste dans son déni de la situation sanitaire dans les écoles et établissements, chacun et chacune peut observer le manque de considération de l'institution pour les personnels et les usagers-ères à ce propos. À l'occasion de plusieurs réunions d'instances, nous avons posé des questions d'ordre sanitaire au DASEN. Faisons un point pratique et informatif.

En pratique : masques, tests...

Les questions sont nombreuses : masques, masques inclusifs, tests salivaires, protocole suivi pour les écoles et établissements en cas de présence du virus...

Les masques

Dans le premier degré, les personnels qui ne sont pas en charge de classe (surtout les remplaçant-es et les membres des RASED) témoignent de leurs difficultés à se réapprovisionner en masques. Le DASEN affirme que 10 lots de 999 masques (lavables 20 fois) ont été livrés dans chaque circonscription. Les personnels qui ont en ont besoin sont invités à aller les récupérer au sein de leur circonscription.

Des masques chirurgicaux de type 2 sont aussi disponibles, mais réservés aux personnels vulnérables, aux AESH, et aux infirmiers et infirmières de la médecine scolaire. A réclamer.

Les masques inclusifs

Au mois de novembre, le DASEN affirmait que 1900 masques inclusifs avaient déjà été fournis aux personnels en lien avec des élèves malentendants. Une deuxième livraison était prévue, mais nous n'avons pas eu d'information supplémentaire. Il semble que ces

masques sont stockés dans les circonscriptions et les bureaux des gestionnaires. N'hésitez pas à en réclamer si cela peut vous aider.

Les tests salivaires

En prévisions des vacances de Noël, M. Blanquer avait annoncé fin novembre vouloir réaliser 1 million de tests antigéniques. En réalité, ce sont à peine 10 000 tests qui ont été effectués, soit 1 % de l'annonce ministérielle.

Concernant l'annonce des 300 000 tests salivaires / semaine, prévus d'abord pour la mi-mars (dans trois jours), puis fin mars, nous avons demandé au DASEN de nous informer du déploiement de la campagne sur le terrain. Voici les dernières informations :

Le département dispose de 28 ETP de médiateurs Lutte Anti Covid (LAC), en cours de recrutement encore à finaliser à la date du 12 mars (325 candidatures). Ces médiateurs sont pour l'essentiel des étudiants en médecine.

Il y a une campagne de tests répétés pour suivi épidémiologique, ainsi qu'un ciblage des écoles et établissements en croisant deux types de données :

- les données ARS / Préfet, pour les foyers virulents de Covid : Lunel, Béziers, Pays de l'Or
- les données ARS / médecin conseiller technique du rectorat (docteur Hadji), en réactivité à l'apparition de foyers.

Il y aura aussi une campagne d'auto-prélèvement bientôt pour les élèves qui en sont capables. **A l'heure actuelle, il y a environ 1800 tests / semaine.**

Le nombre d'écoles et d'établissements ciblés par semaine est très variable, et fonction des critères énoncés précédemment.

Les écoles et établissements fermés

Le nombre de cas est en augmentation, ainsi que le nombre de classes, écoles et établissements fermés. Au-delà de l'indigence du protocole sanitaire, cela s'explique par un taux d'incidence très élevé dans certains secteurs du département : quelques quartiers de Montpellier, pays lunellois, pays de l'Or, Béziers...)

L'école de Pouzolles est actuellement fermée, pour 7 jours, en raison d'une contamination massive de personnels et élèves.

Ce lundi, nous apprenions que c'est le [collège entier de Poussan](#) qui restait fermé, pour cause d'au moins une contamination parmi les personnels, et d'un grand nombre de cas contact.

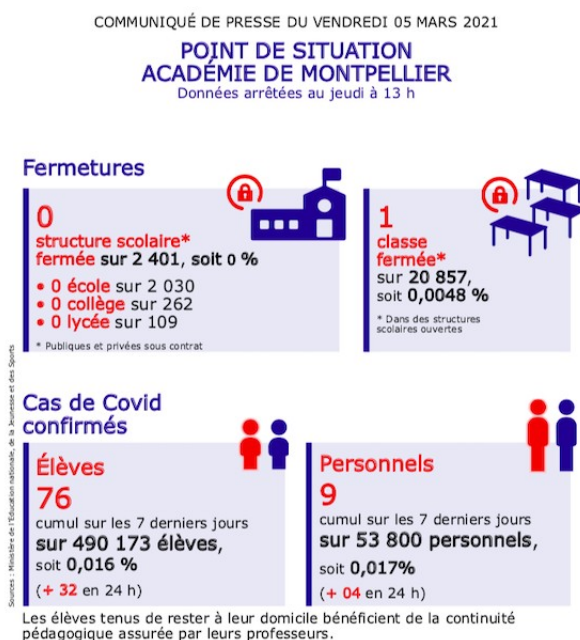
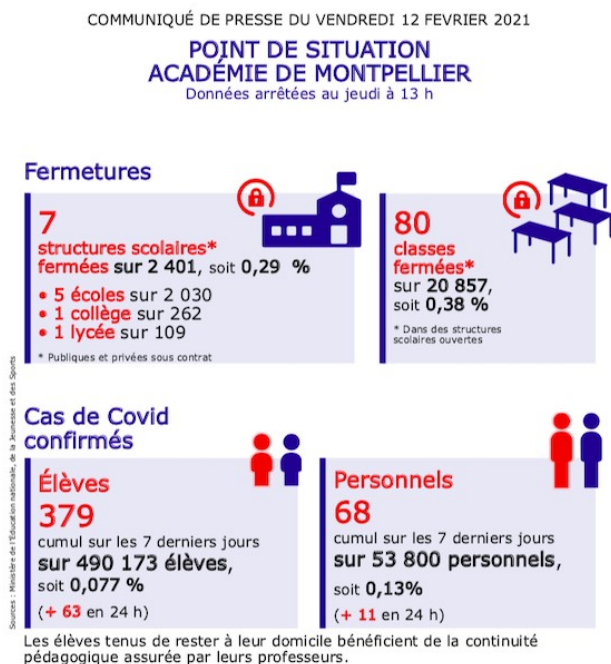
Hier, c'était l'école élémentaire de Grabels qui fermait pour 15 jours...

Le DASEN pointe du doigt les temps conviviaux (repas de midi entre les personnels), incriminant la responsabilité individuelle des enseignant-es avant le contexte général (explosion des variants, protocole insuffisant, manque de locaux pour respecter la distanciation...). Pour proposer les fermetures de classes (décision du DASEN) ou d'écoles/établissements (validation du Préfet), les données sont croisées entre l'Education Nationale (médecin conseiller technique du Rectorat) et l'ARS.

Communication et effets de manche

Le point presse de l'académie

On connaît la fantaisie des « chiffres » ministériels relatifs à la circulation du virus dans les écoles et établissements. L'académie de Montpellier a décidé de publier de façon hebdomadaire [un point presse](#) sur le sujet. S'il faut prendre ces données avec beaucoup de recul, elle nous permettent néanmoins de constater la flambée des contaminations lorsqu'on est en poste, et la baisse en semaine de rentrée, alors qu'on revient de 15 jours au domicile.



Le déni de Blanquer

[L'exception française](#) de conserver les écoles ouvertes provoque la fierté du gouvernement, et l'étonnement des autres pays. Ce que cela provoque chez les personnels (plus d'un million) et les usagers (12 millions d'élèves + leurs familles), c'est la colère d'être exposé sans aucune protection ni précaution. Toutes les propositions faites par les syndicats, les associations de parents d'élèves, les médecins ont été écartées, parce qu'il faut garder les écoles ouvertes.

Ce que refuse d'entendre le ministre, c'est que **tout le monde est d'accord pour continuer d'accueillir les élèves, mais en se donnant les moyens** de tester la circulation et la propagation des variants, de contrôler et permettre une bonne aération des locaux avec des appareils adaptés, de réduire les effectifs des classes, de remplacer correctement les personnels absents...

Ces aspects sont d'autant plus nécessaires que [les plus jeunes sont de plus en plus contagieux](#) avec les nouveaux variants.

Bref, c'est [un plan d'urgence pour l'éducation](#) qui est exigé. Et au lieu d'investir, Blanquer rend une partie du budget de l'EN !!

Les choix mortifères du gouvernement

Après la sidération du confinement total du pays, la compréhension du caractère inédit de la crise, une très grande tolérance à la perte de nombreuses libertés, la lassitude a fini par gagner l'ensemble des professions. Désormais, dans le service public de l'éducation, la colère est grande.

Le gouvernement trébuche de contradictions en échecs :

- mensonges et pénurie de masques ;
- mensonges et pénurie de tests ;
- magouilles et pénurie de vaccins ;

Quand on ne donne pas au service public de la santé les moyens de tester, tracer, isoler, soigner, on fait le pari téméraire de « vivre avec le virus ». Au minimum bien sûr : sans loisir, ni plaisir, ni vie sociale.

La mise est actuellement à [300 morts par jour](#).

Dans les départements nouvellement reconfinés, parce que le virus se propage avec virulence, on impose aux lycées une jauge de 50 % d'accueil des élèves. SUD éducation demande depuis près d'un an maintenant **la réduction des effectifs et la généralisation des demi-groupes dans tous les niveaux de l'éducation**. Nous regrettons que le ministère réagisse encore une fois trop tard, et trop peu (en limitant la mesure aux seuls lycées), au lieu d'anticiper et de s'appuyer sur les propositions des personnels...

Ce ne sont pas Macron, ni le gouvernement, ni Blanquer qui prennent les transports en commun chaque jour (la ligne 13 du métro parisien, par exemple). Ce ne sont pas eux qui passent 6 à 8 heures par jour enfermés dans des locaux mal aérés auprès d'une trentaine de jeunes très contagieux.

Le pari est aisé, quand on a les meilleures garanties pour sa santé. Les personnels de l'éducation nationale, si mal reconnus, valorisés, protégés, choyés, ne vous remercient pas pour cet esprit joueur.

SUD éducation 34 appelle les personnels à exiger plus de moyens et un véritable plan d'urgence pour continuer d'accueillir les élèves en toute sécurité.

SUD éducation 34 appelle les personnels à se saisir du [fichier RSST](#) pour signaler chaque dysfonctionnement à l'administration.